

Nouveau report sine die des élections au Burundi

Euronews, 04/06/2015 Le scrutin législatif devait cette fois se tenir ce vendredi. Aucune nouvelle date n'a pour l'instant été annoncée. Depuis mercredi, la police est parvenue à empêcher tout rassemblement, une première depuis le début de la contestation. Ce nouveau report risque de compromettre la tenue des présidentielles initialement fixées au 26 juin. C'est précisément la décision du président sortant, Pierre Nkurunziza, de vouloir briguer un troisième mandat contraire à la constitution, qui est à l'origine de la crise politique qui dure depuis le 26 avril.

Pierre Nkurunziza a donc cédé aux pressions des chefs d'Etat est-africains. Samedi dimanche dernier à Dar es Salaam en Tanzanie, ils avaient proposé un report du scrutin d'au moins un mois et demi. C'est lors d'un premier sommet des chefs d'Etat de la région, le 13 mai dernier, qu'un groupe de militaires burundais, emmenés par le général Godwin Niyombare, avait tenté un coup d'Etat. Ils ont profité de l'absence du président qui participait au sommet en Tanzanie. Finalement, la rébellion a été écrasée par les troupes loyales au président burundais. Le 15 mai, il parvient à rentrer dans son pays et à reprendre les rênes du pouvoir. Mais il a fait de la question de son troisième mandat une ligne rouge, ce qui bloque les négociations avec l'opposition. Entretemps, l'économie du pays est paralysée, surtout à Bujumbura, la capitale. Les gens n'osent plus sortir. Les commerces sont vides. Le Burundi est déjà l'un des pays les plus pauvres de la planète, avec un revenu annuel moyen de 230\$, par habitant. 58 % de la population souffre de malnutrition chronique. La crise politique a aussi un impact sur l'aide extérieure, car des projets se sont paralysés. La répression des manifestations a déjà fait plus de trente morts. La peur des violences et d'un embrasement a déjà poussé plus de 100 000 Burundais à fuir. Si la plupart rejoignent les rives du lac Tanganyika pour gagner la Tanzanie et la République démocratique du Congo, certains choisissent aussi de se réfugier au Rwanda.